

PRÉSIDENTIELLE 2009

Les grands absents

Saïd Sadi (RCD), Djaballah Abdallah (MRN), Ghozali Sid Ahmed (FD, non agréé), Hocine Aït Ahmed (FFS), Liamine Zeroual (ancien président de la République), Mouloud Hamrouche (ancien chef de gouvernement) et Ali Benflis (ancien chef de gouvernement et ancien SG du FLN) se sont éveillés à la maldonne électorale et ont judicieusement résolu de boudier la

compétition qui ne leur réservera, quoiqu'ils fassent, que le petit rôle de lièvres.

Leurs abstentions, pour quasiment le même motif, ne sont pas synonymes, loin s'en faut, d'abandon. Elles sont politiquement très significatives, en ce sens qu'elles désarment peu ou prou un système et un pouvoir politique dont la seule prouesse aura été de créer et d'entretenir

le vide politique. Ne vaut-il pas mieux, en situation de verrouillage politique extrême et d'asservissement institutionnel lourd, s'abstenir de concourir ? Toute autre attitude travaillerait, tout au plus, à ajouter de la couleur à la cérémonie de couronnement du prétendant à la présidence à vie.

S. A. I.

● Mouloud Hamrouche



Chef de gouvernement sous Chadli Bendjedid, Mouloud Hamrouche passe pour être l'une des personnalités nationales au flair politique aiguisé. Cela lui viendrait assurément de sa longue fréquentation du système et des réseaux qu'il aurait poursuivis d'entretenir après sa mise à l'écart au début des années 1990.

Hamrouche a bonne presse auprès des médias, du fait surtout que les annales politiques retiennent qu'il a promulgué le code de l'information qui permit l'éclosion des journaux privés. Plutôt réconciliateur qu'éradicateur, Hamrouche se lie naturellement d'affinité avec Hocine Aït Ahmed et Abdelhamid Mehri.

En 1999, il a cru la situation politique et les conditions réunies pour postuler à la magistrature suprême. Il déchantait vite. Il n'ira pas au bout de la course. En compagnie de cinq autres candidats, il se retirera de la course à la veille du scrutin. Depuis, il est demeuré entièrement soupçonneux à l'endroit du système.

Cette méfiance lui suggérera de boudier les joutes électorales lors de l'élection présidentielle de 2004. Il est resté sur la même attitude s'agissant de l'élection prochaine.

Hamrouche rechigne devant l'aventure partisane. Jusqu'à récemment, il était emballé par la structuration d'une initiative politique avec Aït Ahmed et Mehri.

● Ali Benflis

Chef de gouvernement sous Bouteflika, dont il était le directeur de campagne électorale en 1999, Ali Benflis, qui gravit également l'échelon partisan jusqu'à officier en tant que secrétaire général du Front de libération nationale fut l'un des principaux animateurs de la campagne électorale lors de la présidentielle de 2004. Il se présentait, en effet, comme le candidat le plus à même de damer le pion au président-candidat. Le FLN, quoique lézardé à l'époque, lui était acquis dans une appréciable proportion. Avant, bien entendu, l'opération de redressement à la hussarde.

Depuis, Benflis a déserté la scène politique. Totalement. A tel point qu'en cinq années, on ne lui connaît aucune déclaration ou prise de position. Il ne sera pas des joutes prochaines. C'est dans la logique de son éclipse.



concerté des «Six». Il fut pris d'un malaise cardiaque au second jour de la campagne électorale qui l'obligea à déclarer forfait pour les joutes.

Cette aventure malheureuse lui dicta de rester à l'écart de l'élection de 2004. Son parti, le FFS, a opté pour le boycott. Exactement comme pour l'élection d'avril prochain. Un boycott actif qui aura certainement un impact en Kabylie où le parti est le mieux implanté.

● Liamine Zeroual

Chef de l'Etat de 1994 à avril 1999, Liamine Zeroual restera, pour les Algériens, l'homme qui a su tenir le gouvernail du bateau Algérie au milieu de terribles tempêtes. Il n'a pas eu la gouvernance facile. Il a eu à faire face au terrorisme dans sa manifestation la plus barbare et à un isolement international.

De l'intérieur, il n'a pas été ménagé, de surcroît. Il a pris sa retraite politique, après une rageuse campagne médiatique visant l'un de ses proches conseillers, le général Mohamed Betchine.

Depuis, il est resté à l'écart des jeux politiques. Mais ce n'est pas pour autant qu'il sombre dans l'oubli. Il est l'objet d'une sollicitation à se porter candidat pour l'élection présidentielle de 2004. Il y oppose un refus diplomatique.

La sollicitation lui est renouvelée pour cette élection présidentielle. Cette fois, il précise son intime conviction. Il a dit ne pas croire en l'homme providentiel et qu'il fait de l'alternance au pouvoir son sacerdoce.



Photos : Smir Sid

● Hocine Aït Ahmed

Chef historique du front de Libération nationale et zaïm incontesté du Front des forces socialistes (FFS) depuis 1963, Hocine Aït Ahmed a l'opposition chevillée au corps. Il est d'une suspicion malade à l'endroit des pouvoirs successifs en Algérie.

Jusqu'en 1999, lorsqu'il crut arrivé enfin le moment où il était possible de concevoir une alternative au système en place. Il se porte candidat à l'élection présidentielle. Mais comme Mouloud Hamrouche, avec qui il entretient quelques complicités politiques, il se retirera de la course à la veille du scrutin. Lui, à vrai dire, bien avant le retrait

● Sid Ahmed Ghazali

Chef de gouvernement sous Chadli Bendjedid, Sid Ahmed Ghazali a fait deux vaines tentatives de se porter candidat à l'élection présidentielle. En 1999 et en 2004.

A ces deux reprises, le Conseil constitutionnel invalida sa candidature, au motif qu'il ne parvenait pas à récolter les 75 000 signatures requises. Ecarté donc de la course à la magistrature suprême deux échéances de suite, Ghazali n'aura pas également la destinée heureuse en matière d'aventure partisane. Son parti, labellisé Front démocratique (FD), est interdit d'agrément.

Sevré d'un instrument de lutte, il militera comme il peut, à travers notamment les tribunes médiatiques où il ne lésine pas sur le propos pour mettre à nu les travers du pouvoir en place. Il s'abstient de candidature pour l'élection prochaine, considérant, lui aussi, que les jeux sont faits.



● Saïd Sadi

Président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Sadi a à son actif deux candidatures à l'élection présidentielle.

Une première fois en 1995, lorsqu'il rivalisa avec le président Zeroual et en 2004 quant il concourut contre le président Bouteflika. Il aura également à son actif deux défections aux élections présidentielles. En 1999, il s'est retenu de s'inscrire dans la compétition pour avoir considéré, à raison, que le scrutin allait être entaché de fraude. Il reste également en

marge du scrutin présidentiel prochain, estimant que les conditions d'une élection libre et transparente ne sont pas réunies.

Le boycott, cette fois, s'inscrit en droite ligne de sa démarcation (dénonciation) de la révision constitutionnelle du 12 novembre 2008. Sadi considère que les jeux sont faits dès lors que le président Bouteflika a fait sauter le verrou constitutionnel qui l'empêchait de postuler à sa propre succession. Plus qu'un boycott, Sadi et son parti ont décidé de geler leurs activités publiques jusqu'à l'après-présidentielle, ceci pour ne pas donner la fausse impression de vie politique dans le pays. Cette abstention sera assurément marquante en Kabylie où le RCD jouit d'une assise militante et de cercles de sympathisants prépondérants.

● Abdallah Djaballah

Il fonda deux partis mais n'en garda aucun. Islamiste plutôt dur que modéré, Abdallah Djaballah, qui ne perd pas espoir de rebondir au sein du MRN, est accablé par le malheur politique. Candidat à l'élection présidentielle en 1999, il fait le choix de désertier, en compagnie de cinq autres candidats, l'arène à la veille du scrutin. Il plonge une nouvelle fois dans la compétition électorale à la faveur de l'élection présidentielle d'avril 2004.

Candidat malheureux, il vivra, par la suite, des tourments organiques terribles qui le virent éjecté de son parti, le MRN. La mésaventure est similaire avec celle qu'il vécut auparavant au sein d'Ennahda.

Pour cette élection présidentielle, le pouvoir, en manque de candidatures à même de soigner un tant soit peu l'image de la compétition, a tenté de l'y intéresser. En définitive, Djaballah dit non. Ce qui renforcera le rang des abstentionnistes parmi l'électorat islamiste.

